

Protestations contre Israël, qui veut s'approprier des terres en Cisjordanie

Les Etats-Unis ont exhorté Israël, lundi 1^{er} septembre, à annuler sa décision de s'approprier 400 hectares de terres en Cisjordanie, à Gva'ot, dans les environs de Bethléem. Cette annonce, [moins d'une semaine après le cessez-le-feu entre le Hamas et le gouvernement israélien](#), est perçue comme une provocation.

Le secteur est en plus très sensible, car c'est là que trois jeunes Israéliens avaient été enlevés et tués en juin – l'un des évènements déclencheurs de la guerre entre le Hamas et l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Israël avait attribué leur enlèvement et assassinat à l'organisation islamiste, qui nie en être à l'initiative.

Le ministère des affaires étrangères égyptien a dénoncé une décision qui « *contrevient aux lois internationales et aura un impact négatif sur le processus de paix* ».

« *Cette annonce (...) est contre-productive au regard de l'objectif fixé par Israël de parvenir à une solution négociée à deux Etats avec les Palestiniens. Nous enjoignons au gouvernement israélien d'annuler cette décision* », a déclaré le département d'Etat américain.

Elle « *ne fera que détériorer encore davantage la situation* », a déploré Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, qui a rappelé que la communauté internationale considérait comme illégales les colonies en territoire occupé. Ces « *crimes anéantissent toute perspective de solution à deux Etats [israélien et palestinien]* », a aussi fustigé le négociateur palestinien Saëb Erakat.

« PUNITION COLLECTIVE INFLIGÉE AUX ISRAÉLIENS »

Amnesty International a appelé Israël à « *cesser une fois pour toutes* » de « *confisquer des terres en Cisjordanie* ». Pour Amnesty, cette annonce représente « *le principal accaparement de terres en territoires palestiniens occupés depuis 1980* ».

Sous le premier ministre Benyamin Nétanyahou, depuis 2009, le nombre de logements ou maisons construites en Cisjordanie est passé de 1 500 ou 1 800 les années précédentes à 2 000 ou 2 500, s'est aussi alarmé l'organisation anticolonisation La Paix maintenant. Le mouvement s'est par ailleurs propagé vers l'est et l'intérieur de la Cisjordanie, selon Hagit Ofran, une responsable de l'association israélienne. Cette décision est une « *punition collective infligée aux Israéliens que l'on éloigne encore davantage d'une perspective de paix avec deux Etats pour deux peuples* », a-t-elle réagi.

UNE « NOUVELLE VILLE »

Le conseil des colonies de Gush Etzion, un bloc de colons situé en zone entièrement sous contrôle israélien, et où se situe le territoire convoité, a, lui, salué la naissance d'une « *nouvelle ville* ». Gush Etzion fait partie de ces territoires que les Israéliens entendent bien conserver dans toute éventualité de règlement avec les Palestiniens. Environ 60 000 personnes y vivent, selon La Paix maintenant, mais seulement 10 à 15 familles à Gva'ot.

Au total, 350 000 colons vivent en Cisjordanie et environ 200 000 à Jérusalem-Est, selon l'ONG. La poursuite de la colonisation – la construction d'habitations civiles dans les territoires occupés ou annexés par Israël depuis 1967 – est largement considérée comme une entrave majeure aux efforts déployés depuis des décennies pour résoudre le conflit israélo-palestinien.